

Le confinement permettra-t-il de relancer la natalité ?

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 13 mai 2020

Source [Le Salon Beige] Malgré les [appels](#) gouvernementaux s'alarmant de "la baisse inquiétante des IVG", Gregory Roose note dans [Valeurs Actuelles](#) :

La période de confinement imposée aux Français semble avoir été profitable au renouvellement des générations. Depuis début mars, les ventes de préservatifs ont diminué de 27 % et l'achat de tests de grossesse a explosé, atteignant +40 % ces dernières semaines, ce qui devrait avoir pour conséquence un pic de naissance en 2021. Mais ce qui est annoncé dans la presse comme un prochain « baby-boom » ne devrait être, au mieux, qu'une légère excroissance sur la courbe déclinante de la natalité française, compensée depuis les années 1960 par des vagues successives de migrations de peuplement et par la forte fécondité des populations d'origine immigrée. Pourtant, sans sursaut démographique, la population française est inexorablement appelée à décliner.

Avant l'immigration de masse, l'individualisme est la première cause du déclin de la population française

La question démographique est assez peu traitée dans le champ politico-médiatique. Elle est pourtant essentielle, d'autant que la compréhension de ses enjeux est d'une simplicité déconcertante. La France, comme de nombreux pays d'Europe, affiche une fécondité inférieure au taux de 2,1 (enfants par femme) qui permet de maintenir un effectif constant de population. Alors que ce taux est en moyenne de 2,5 pour l'ensemble des pays du monde, il est de l'ordre de 1,5 en Europe, ce qui signifie que, depuis des décennies, le remplacement des générations n'y est plus assuré par l'accroissement naturel. Pourtant, la population de l'Europe est passée de 725 millions d'habitant en 2000 à 747 millions en 2019. Sa croissance démographique depuis 20 ans est donc due à l'immigration extra-européenne. Qu'en est-il de la France ? Si notre pays affiche le taux de fécondité le plus élevé d'Europe avec 1,92 enfant par femme (2017), il s'agit d'un taux « brut » qui ne prend pas en compte, en l'absence de statistiques ethniques, la fécondité des femmes étrangères ou d'origine étrangère. L'INSEE fournit néanmoins des données intéressantes pour évaluer le véritable taux de fécondité des femmes françaises. Les statistiques officielles déclarent que les femmes immigrées nées au Maghreb et en Afrique ont la fécondité la plus élevée : entre 3,3 et 3,5 enfants par femme en moyenne. Ainsi, 24 % des enfants nés en France entre 2006 et 2008 avaient au moins un parent immigré. A la lecture de ces quelques chiffres, il apparaît évident que le taux de renouvellement de la population française « historique » n'est pas aussi élevé que l'affichent les communications officielles. Autre donnée inquiétante, le vieillissement de la population française s'accélère : la part des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population totale est ainsi passée de 16,2% en 2003 à 19,7% en 2018.

Pour enrayer ce déclin démographique, les pouvoirs publics font triomphalement appel à l'immigration massive, principalement Africaine, ce qui entraîne mécaniquement la substitution progressive de la population française par des populations immigrées. En 2018, 6,5 millions d'immigrés vivaient en France, soit 9,7 % de la population totale. 37 % d'entre eux, soit 2,4 millions d'immigrés, ont acquis la nationalité française. Il faut ajouter à ce chiffre 1,7 million de personnes nées de nationalité française à l'étranger, principalement en Afrique. Au total, 8,2 millions de personnes vivant en France sont nées à l'étranger, soit

12,3 % de la population totale, sans compter l'immigration clandestine. Mais pour enrayer ce phénomène irréversible de déclin démographique, l'arrêt et le renversement des flux migratoires seraient insuffisants. Avant l'immigration de masse, l'individualisme est la première cause du déclin de la population française.

Le droit à l'avortement, politisé, encourage le libertarianisme au détriment d'un asservissement collectif

Les femmes françaises ont leur premier enfant de plus en plus tardivement, à 28,5 ans en moyenne, soit quatre ans et demi plus tard qu'en 1974, ce qui a un impact non-négligeable sur leur fécondité. Les raisons de cette procrastination de l'enfantement sont souvent compréhensibles et légitimes : longues études, difficulté d'accès au marché du travail ou prix de l'immobilier toujours plus élevé. Mais d'autres raisons, bien plus nombreuses, relèvent du comportement égocentrique des individus, hommes et femmes, qui choisissent de « profiter de la vie », de faire carrière ou de renoncer à concevoir des enfants pour des motifs « écologiques ». Pour autant, la société encourage-t-elle les Français à faire plus d'enfants ? La France ne conduit pas de politique nataliste volontariste pour renforcer le taux de natalité des femmes françaises, contrairement à d'autres pays européens comme la Hongrie. Enfin, la question de l'avortement ne peut pas être éludée. Le droit à l'avortement, politisé, encourage le libertarianisme au détriment d'un asservissement collectif. [...]

Pour mémoire, voici ci dessus l'évolution du nombre de naissances depuis 1946 (source : [INSEE](#)).